



Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique

***La question kurde aujourd'hui
et les évolutions politiques intérieures en Turquie***

Mardi 27 mars 2012, Espace Kiron, Paris

autour de

Kadri GÜRSEL

journaliste au quotidien *Milliyet*

animé par

Didier BILLION directeur des publications de l'IRIS
rédacteur en chef de *La Revue internationale et stratégique*

*Dans le cadre de l'observatoire de la Turquie
de la Délégation aux affaires stratégiques*



Introduction par Didier Billion

La question kurde et ses implications sur les évolutions politiques intérieures de la Turquie ont été l'objet d'une actualité nourrie au cours de la période récente. Cette question est un des dossiers récurrents qui plombent la vie politique de la Turquie contemporaine. A ce titre, elle peut être considérée comme le défi numéro un à résoudre pour ce pays.

L'insurrection armée, lancée en 1984 par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), a créé en Turquie une situation dont les effets sont humainement dramatiques avec ses probables 45 000 victimes. Mais, malgré l'importance du défi militaire et terroriste, la question kurde ne peut se réduire à la seule problématique du PKK.

Considérer qu'il puisse y avoir une solution strictement militaire pour résoudre le défi posé par la question kurde est totalement illusoire et erroné. Si certains ont pu nourrir l'espoir que la tentative d'ouverture démocratique de 2009 influe positivement la résolution de ladite question, le processus a malheureusement fait long feu à cause de la dissolution du parti kurdiste de l'époque (DTP – Parti de la société démocratique) par la Cour constitutionnelle. L'actualité de ces derniers mois a montré, *a contrario*, un rétrécissement du champ des libertés individuelles et collectives en Turquie principalement justifié par la nécessaire lutte contre le terrorisme, qui est toutefois dénaturée par l'interprétation abusive des dispositions de la loi anti-terroriste de 2006¹.

En effet, la multiplication des emprisonnements qui en découle ne fait que confirmer et renforcer l'impasse dans laquelle se trouve le gouvernement turc face au défi kurde. Ainsi cette question est plus que jamais la plaque sensible du processus de démocratisation en Turquie.

En outre, on ne peut faire abstraction de ses dimensions régionales, matérialisées par les extensions du PKK en Irak, en Syrie voire en Iran.

Il est donc nécessaire de s'interroger sur l'incapacité actuelle des dirigeants turcs à formuler des propositions politiques pour tenter de sortir de cette situation de blocage.

¹ Loi initialement créée en 1991 pour condamner et censurer tout journaliste mentionnant la question kurde et certains de ses acteurs politiques.

Synthèse des thèmes développés par Kadri Gürsel et des débats

Le contexte général : fronts politique et militaire

C'est sur deux fronts, politique et militaire, que Kadri Gürsel aborde la question kurde.

Selon lui, la situation politique actuelle de la Turquie ne prête guère à l'optimisme et une sortie démocratique rapide de l'impasse constituée par le défi kurde semble peu probable. En effet, depuis 2009, et, de façon plus marquée, depuis les élections législatives du 12 juin 2011, le gouvernement turc a durci sa position à l'égard des manifestations politiques de la question kurde par l'usage disproportionnée de la répression à l'encontre du KCK (Union des communautés du Kurdistan). On compte à ce jour 6500 détenus dans les prisons turques, arrêtés et jugés pour appartenance à une organisation clandestine ou pour avoir développé des formes de propagande séparatiste. Environ 650 de ces détenus sont des dirigeants kurdistes, membres du BDP (Parti pour la paix et la démocratie, successeur du DTP), des journalistes, des députés, ainsi que des élus locaux. C'est donc une répression renforcée sur les militants kurdistes qui s'est développée et qui s'explique certainement par l'accroissement des succès du parti kurde qui persiste néanmoins à privilégier le combat politique.

Le KCK est depuis longtemps considéré comme la couverture politique urbaine de PKK. Pour des raisons morales et politiques, Kadri Gürsel estime toutefois qu'il faut faire preuve de discernement dans l'utilisation du qualificatif « terroriste », même si, en effet, certains actes armés et violents du PKK peuvent être qualifiés comme tels. Aux États-Unis le terme de « terrorisme » signifie cibler et tuer des civils pour faire changer la politique d'un gouvernement, cette définition n'est à ce jour toutefois pas unanimement reconnue et fait toujours débat parmi les responsables politiques. En Turquie, il serait donc utile de modérer les appellations accolées au PKK afin de ne pas se réfugier dans une posture qui empêcherait l'ouverture d'un dialogue politique.

Les opérations menées contre le KCK prennent des dimensions pour le moins problématiques en ce qui concerne le respect des règles de l'Etat de droit. Il y a ainsi une quinzaine de maires du BDP, pourtant démocratiquement élus, actuellement en prison. Selon Kadri Gürsel, il faut absolument remettre « le génie kurde dans sa bouteille ». Ce « génie kurde » en était sorti grâce au processus de démocratisation initié lors de la phase de mise en conformité de la Turquie avec les critères de Copenhague au début des années 2000, condition alors nécessaire pour débiter les pourparlers avec l'Union européenne (UE). Cependant, une subite

rétractation des droits des Kurdes s'en est suivie, malgré la brève tentative de changement liée à l'ouverture démocratique de 2009 évoquée précédemment.

Sur le front militaire, la situation est tout aussi problématique et a même tendance à se dégrader. Immédiatement après les élections de juin 2011, une quinzaine de soldats turcs a par exemple trouvé la mort lors d'une opération lancée par le PKK, provoquant en retour une réaction brutale de l'Etat. Le dernier hiver a aussi été marqué par des opérations incessantes de l'armée turque dans le Sud-Est anatolien. Grâce à l'appui de nouveaux moyens technologiques – plateformes aériennes téléguidées notamment –, les conditions des affrontements se sont modifiées et les opérations contre le PKK n'ont, cette année, guère cessé malgré les rigueurs climatiques.

L'évolution du mouvement kurde et les limites de la tactique politique du gouvernement turc face au PKK

Le changement de conjoncture qui a suivi le lancement de l'ouverture démocratique a été accompagné d'une évolution du mouvement nationaliste kurde qui peut schématiquement se résumer par quatre caractéristiques :

- politisation du mouvement et de la question kurdes ;
- évolution vers un mouvement kurde de masse ;
- basculement de l'épicentre du mouvement kurde des montagnes vers les villes ;
- volonté de se distancier de la violence prônée par une partie du mouvement kurde.

En tendance, ces dynamiques ont poussé le mouvement nationaliste kurde à se démarquer de la violence politique. Selon Kadri Gürsel, tant que ces dynamiques existeront, les perspectives d'un abandon de l'usage de la violence ne seront pas totalement écartées. Ainsi, depuis le cessez-le-feu unilatéral instauré par le PKK en 2004, la violence exercée par ce parti est de moins en moins systématique.

Le PKK ne se revendique plus comme étant un mouvement de guérilla armée menant une stratégie maoïste de guerre populaire, ayant pour objectif l'encerclement des villes depuis les montagnes afin de prendre le pouvoir, comme ce fut le cas de 1984 à 1999. Il utilise désormais la violence comme moyen de négociations avec le gouvernement turc.

Le gouvernement, quant à lui vise à :

- différencier la question kurde de celle du PKK ;
- délégitimer la violence politique et toute forme de soutien à cette dernière ;

- ne plus laisser le choix au nationalisme kurde entre lutte armée et déploiement de l'activité politique.

Toutefois ces axes ont leurs limites structurelles.

La fondation du PKK en Turquie a eu lieu durant la Guerre froide. Depuis lors, ce mouvement mène un combat reposant sur la lutte armée et le terrorisme. L'action des gouvernements turcs successifs se caractérise par une incapacité chronique à résoudre la question kurde par le biais d'une solution politique. C'est pourquoi les gouvernements turcs ont paradoxalement tendance à « préférer » le PKK comme mouvement terroriste, car il lui apparaît – probablement à tort – plus facile de lutter contre le terrorisme que de résolument prendre la voie d'une solution non militaire qui aurait un coût politique parce qu'impliquant des compromis.

Ainsi, lorsque sur le thème de la lutte armée, Leila Zana, célèbre députée turque et icône du mouvement kurdiste, a confié au quotidien pro-kurde *Ozgür Politika*, publié en Allemagne, que « les armes sont l'assurance des Kurdes » tant que la question kurde ne serait pas résolue en Turquie, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, a riposté immédiatement avec sa verve habituelle en expliquant que la République de Turquie était un système démocratique et parlementaire et non un système parlementaire armé. Et de conclure : « Va prendre le maquis si tu n'es pas contente ! ».

Au-delà des outrances verbales, on perçoit ainsi que pour éviter une solution politique et culturelle à la question kurde, le gouvernement tente de recourir à sa délégitimation politique. Or, selon Kadri Gürsel, les armes et la guérilla possèdent encore un poids primordial lorsqu'il s'agit de définir l'identité de la culture politique du mouvement nationaliste kurde. Ces paramètres, devenus des éléments centraux de l'identité politique nationaliste kurde, constituent un obstacle difficile à dépasser lorsque l'on tente de se placer dans la perspective d'une solution politique.

Selon Kadri Gürsel, le gouvernement n'a jamais eu de véritable agenda pour résoudre la question kurde. Son objectif principal est avant tout d'affaiblir la composante armée du nationalisme kurde en concédant éventuellement des droits culturels. C'est une attitude d'esquivement qui cherche à banaliser la question plutôt que de lui trouver une solution sur le fond. Il apparaît que ce gouvernement cherche à « traiter le PKK comme si la question kurde n'existait pas et traiter la question kurde comme si le PKK n'existait pas ». Ce comportement, de nature schizophrénique, ne peut permettre de résoudre le défi posé.

Un « Tahrir » kurde est-il envisageable ?

Pour Kadri Gürsel, la possibilité d'un « Tahrir » kurde – c'est-à-dire le surgissement d'un mouvement spontané aboutissant au départ du principal dirigeant du pays – n'existe pas. À l'inverse de l'exemple égyptien, la question kurde est portée par une idéologie nationaliste revendiquée et par une base militante extrêmement politisée et organisée. Cette dernière est constituée des 2,5 millions électeurs du BDP soit plus de la moitié des électeurs kurdes au total. Divers moyens d'agitation politique – occupation des lieux publics, manifestations de rues à répétition, désobéissance civile de masse – sont mis en œuvre contre le pouvoir d'Ankara. L'organisation du combat est ainsi parfaitement organisée et maîtrisée. Contrairement à « Tahrir », les nationalistes kurdes de Turquie ne manifestent pas spontanément pour évacuer leur colère et leurs pulsions de révolte. Les hommes et femmes qui descendent massivement dans la rue peuvent rentrer chez eux aussi vite qu'ils en sont sortis, en suivant de façon disciplinée les consignes qui leur sont données. C'est une des raisons pour lesquelles le gouvernement turc ne sait pas comment réagir face à la base populaire du mouvement sur laquelle Abdullah Öcalan et les chefs de guerre du PKK persistent à avoir une influence déterminante.

A contrario de ce qui a été récemment affirmé dans la presse turque, la politique de l'Etat turc face à la question kurde ne changera pas d'ici à 2014. La Turquie se trouve donc dans une situation délicate puisqu'il semble que le gouvernement n'ait pas véritablement l'intention d'affronter politiquement le défi kurde. Celui-ci paraît se contenter des maigres résultats obtenus ces derniers mois contre le PKK. Ses deux principaux sujets de préoccupation peuvent alors se résumer ainsi :

- cristallisation d'un mouvement de masse qui s'empare de la rue *via* l'organisation de manifestations à répétition ;
- extension régionale de la question kurde, en particulier si la Syrie venait à imploser.

Les spécificités de l'AKP sur l'échiquier politique turc

On peut s'interroger sur la « rentabilité politique » de la question kurde. En effet, il y a une sorte de jeu de miroirs entre l'AKP (Parti de la justice et du développement) et le PKK qui, chacun pour des raisons spécifiques, s'opposent *de facto* à la résolution de ladite question. Ne serait-ce ainsi pas pour Erdoğan une manière de cristalliser les suffrages nationalistes ? Mais, dans cette hypothèse, il renoncerait à l'image de démocrate que les premières années passées à la primature lui ont permis d'acquérir. Toutefois, selon Kadri Gürsel, l'existence de

multiples strates de pouvoir concurrentes, parfois occultes, en Turquie, rend nécessaire l'affirmation de la prééminence du pouvoir politique élu démocratiquement.

En outre, il faut réaffirmer que c'est l'institution militaire qui a empêché durant presque deux décennies une solution à la question kurde en imposant un régime de tutelle sur la société. C'est cette institution qui a causé la dégradation de la situation dans le Sud-Est de la Turquie et qui porte une lourde responsabilité dans la situation d'impasse actuelle.

Il est important de souligner qu'un des atouts du gouvernement AKP, dont la matrice originelle d'une partie des cadres se trouve dans l'islamisme politique, est d'être immunisé à l'égard de la philosophie et de l'identité fondatrices de l'Etat kémaliste unitaire. Cet atout lui a offert une marge de manœuvre sans précédent pour faire face aux défis récurrents de la Turquie contemporaine induits par les conditions mêmes de la fondation de la république.

Les militants et les cadres de l'AKP sont les héritiers idéologiques des pieux croyants qui ont été écartés des responsabilités à l'époque de la sécularisation forcée de la société par l'Etat kémaliste. Si ces croyants furent les premières victimes, les Kurdes furent les secondes d'un Etat formé par une élite d'origine ottomane qui mit toute son énergie à construire un Etat-nation moderne, donc exclusif à l'égard de ces composantes minoritaires.

Avec l'arrivée de l'AKP au pouvoir, la logique présidant à la création d'un Etat jacobin et centralisateur fut *de facto* remise en question. Malheureusement, ce parti a gâché une chance historique en cherchant à instrumentaliser la « solution » de la question kurde. En effet, l'AKP a essayé d'utiliser cette dernière comme un moyen de négociation avec l'UE comme preuve de sa volonté de démocratisation de la Turquie. Deux dossiers, kurde et arménien, ont été simultanément instrumentalisés dans une logique de stratégie de pouvoir. Cette tactique venait d'ailleurs à point nommé dans le contexte d'une intervention de l'institution militaire dans la sphère politique en 2007, puis dans celle de l'instruction judiciaire visant à l'interdiction de l'AKP en 2008.

Mais désormais, ce sont les cadres de l'AKP qui dirigent l'Etat. Les militaires n'ont plus aucun pouvoir de veto sur les décisions du pouvoir civil. Le régime de tutelle militaire appartient au passé, à l'histoire. Nous nous trouvons actuellement dans une situation où, au sein de la deuxième armée de l'OTAN, 15 % des généraux et amiraux d'active sont en prison. Paramètre politique qui constitue, pour le moins, un grave problème pour la démocratie turque.

Il est désormais impossible de faire une distinction entre Etat et gouvernement, les deux étant fermement sous la direction de l'AKP, qui est donc devenu entièrement responsable de la résolution, ou non, de la question kurde.

Le positionnement du CHP sur la question kurde

Le CHP (Parti républicain du peuple) continue à être un parti fondamentalement étatiste et kémaliste, obsédé par la sauvegarde de l'Etat unitaire, bien que se situant plutôt à gauche sur l'échiquier politique. Après son changement de *leader*, les plus optimistes quant à la résolution de la question kurde ont eu l'espoir de voir naître au sein du CHP une nouvelle approche pour traiter ce problème, Kemal Kiliçdaroglu venant lui-même d'une communauté minoritaire – il est alévi et zaza – ayant subi les effets du nivellement jacobin. Cependant, en raison de ses limites idéologiques et politiques, Kemal Kiliçdaroglu a finalement été victime d'une partie de sa base et otage de ses militants les plus nationalistes. Une partie de cette base – aujourd'hui composée des classes moyennes urbanisées dont les votes, du milieu des années 1980 au milieu des années 1990, se portaient sur le centre droit libéral – est aussi devenue très nationaliste.

Certains des plus nationalistes du CHP s'affirment même comme séparatistes turcs, prêts à céder une partie de la Turquie aux Kurdes pour vivre sans eux et exiler ceux qui vivent à l'ouest du pays. Il s'agit d'une culture de nation dominante doublée d'une mentalité isolationniste, prête à abandonner une partie du pays pour ne pas vivre à égalité de droits avec l'ethnie minoritaire.

En comparaison, l'AKP est plus avancé que le CHP. Au-delà de toutes les limites et erreurs précédemment évoquées, il s'agit du seul parti à tenter, à sa manière, bonne ou mauvaise, de résoudre la question kurde. En ce sens, l'AKP a brisé les tabous qui régnaient autour de cette problématique.

La place de la question kurde dans la future constitution turque

Selon Kadri Gürsel, il n'y aura pas de place, ni mention directe ou indirecte, pour la question kurde dans la future constitution. Le mouvement kurdiste y exige une référence qui rende compte de l'identité kurde et que cette dernière soit citée comme une des composantes fondatrices de la Turquie. Cependant cela ne sera probablement pas le cas. *A minima*, est envisageable, et souhaitable, une nouvelle constitution qui soit non ethnique, c'est-à-dire qui

ne fasse pas référence à la « turcité ». Il est néanmoins difficile d'être, pour le moment, plus précis sur le sujet, étant donné le lancement récent des consultations sur la question.

La seule véritable urgence qui semble s'imposer dans le cadre de la rédaction d'une nouvelle constitution concerne celle d'une stricte délimitation entre les pouvoirs du président de la République, qui sera désormais élu au suffrage universel, et ceux du Premier ministre. Toutefois il ne faut pas s'illusionner, le gouvernement actuel n'est guère pressé de procéder à la rédaction d'une nouvelle constitution dans le sens où la réforme constitutionnelle de 2010 lui a déjà permis de modifier les éléments qui lui semblaient prioritaires pour le renforcement de ses pouvoirs.

Perspective européenne de la question kurde

Il y a une dizaine d'années, il était de bon ton de considérer que la question kurde était soluble dans l'UE. Cette perspective européenne apparaît-elle toujours comme une possibilité de sortie de l'impasse pour les Kurdes ? Accepter une forme de reconnaissance des différents groupes ethniques au sein de la République de Turquie permettrait l'approfondissement et la stabilisation de sa démocratie, dans des termes européens, et donc de conforter un espace politique pour les Kurdes. On pourrait alors parler d'eupéanisation de la question kurde. D'après les sondages, ces derniers sont d'ailleurs les plus favorables à la perspective européenne de la Turquie.

Cependant, la perspective européenne est actuellement bloquée. Il est toutefois impératif de la maintenir car elle représente toujours une possible sortie de l'impasse pour les Kurdes de Turquie. Si, devant le blocage des pourparlers avec l'UE, la Turquie se « moyen-orientalisait », elle se banaliserait. Qui peut y avoir intérêt ? Il faut impérativement qu'elle conserve, dans son environnement géopolitique, ses spécificités, son caractère d'Etat-nation centralisé. La non-résolution de la question kurde en Turquie peut tuer le modèle turc, même si celui-ci doit évoluer. D'autant que la tentation d'internationaliser ou de régionaliser davantage la question kurde représente un fort danger. On ne peut qu'être par exemple inquiet du fait que la Turquie soit sortie de sa politique de *soft power* à propos de la crise syrienne. Tous les dérapages sont ainsi possibles, c'est pourquoi il est impératif de ne pas céder aux potentielles tentations sécessionnistes qui existent dans la région et qui, selon Kadri Gürsel, aggraveraient les problèmes plutôt qu'elles ne contribueraient à les résoudre si elles venaient à se concrétiser.

La question des relations entre l'Etat et les collectivités territoriales du Sud-Est

Le gouvernement AKP ne souhaite pas, dans la perspective des élections locales de 2014, que les municipalités gérées par le BDP fassent preuve de leur efficacité gestionnaire. L'AKP accorde donc à ces municipalités le minimum budgétaire imposé par la loi. Pour restreindre l'activité des municipalités gérées par le BDP, le strict contrôle financier exercé par le gouvernement est toujours aux limites de la légalité budgétaire. Les aides financières que ces municipalités sollicitent à l'étranger, notamment auprès des instances de l'UE, sont par ailleurs étroitement vérifiées depuis Ankara.

Ainsi, le tremblement de terre qui a secoué Van et ses environs en 2009 a fait passer la municipalité des mains de l'AKP à celles du BDP. Lors de ce séisme, le gouvernement avait en effet refusé de coopérer avec la municipalité de Van ainsi qu'avec les autres municipalités BDP de la région, et, *a contrario*, tenté de minimiser leur rôle afin de réserver l'image de seule entité « capable » à l'Etat.

Une vague d'arrestations s'en est même suivie, au motif que le conseil municipal collaborait avec le PKK, et la quasi totalité des membres dudit conseil appartenant au BDP ont été emprisonnés. Ce type d'opérations, dans le cadre de la lutte contre le KCK, menace l'efficacité et la légitimité de la démocratie turque, d'autant qu'il n'y a pas eu une seule arme saisie lors de ces opérations.

Les hypothétiques divergences sur la question kurde au sein du gouvernement et la nature des liens entre les nationalistes kurdes et le mouvement de Fethullah Gülen

Pour Kadri Gürsel, il n'y a pas de réelles divergences sur la question kurde au sein du gouvernement et les vives polémiques autour du MIT (Organisation nationale du renseignement) et des contacts que ce dernier avait organisés avec des dirigeants du PKK ne sont que l'expression d'une tentative de rééquilibrage des rapports de force entre les différentes composantes du pouvoir exécutif. La question kurde n'est qu'un prétexte. Les pourparlers d'Oslo, dont des enregistrements sont parvenus à la presse, ont été instrumentalisés pour provoquer la démission du chef des services de renseignements turcs, Hakan Fidan, qui est le « fils politique aîné » de Recep Tayyip Erdoğan. La manœuvre était donc dirigée contre le Premier ministre dans le but de l'affaiblir.

Tenter d'opposer les partisans de Fethullah Gülen et les AKPistes sur la question kurde serait assez vain. Les divergences qui existent entre eux sur ce dossier sont en réalité bien minces. Les gülenistes sont par exemple favorables à l'enseignement de la langue kurde, mais contre

l'enseignement en langue kurde, c'est aussi l'approche du gouvernement. Ce dernier, comme les partisans de Fethullah Gülen, veut alléger le poids politique de la question kurde en accédant à une partie des revendications culturelles des nationalistes kurdes. Cette position revient à minimiser le caractère fondamentalement politique de la question. En effet, sans reconnaître et accepter le mouvement kurdiste comme interlocuteur à part pleine et entière, il sera particulièrement difficile d'avancer sur ce dossier.

Le mouvement nationaliste kurde perçoit une certaine hostilité provenant du mouvement de Fethullah Gülen. La raison conjoncturelle de ce sentiment réside dans la répression mise en œuvre contre le KCK. En effet, les policiers et les magistrats proches du mouvement Gülen jouent un rôle important dans l'ampleur de ces opérations qui dépassent probablement la volonté du gouvernement AKP. On peut alors considérer que la surenchère politique du mouvement de Fethullah Gülen est à l'origine de cette atmosphère d'hostilité.

Tant que cette animosité existe, le rôle que la plateforme d'Aband² veut jouer restera limité. Tout effort d'établissement de liens entre le mouvement de Fethullah Gülen et les intellectuels kurdes est perçu par les nationalistes comme étant autant de tentatives de création d'un mouvement de Kurdes collaborateurs.

Kadri Gürsel doute en outre que le mouvement de Fethullah Gülen soit en réalité un mouvement socio-politique et islamique prônant la tolérance et le dialogue, comme il se présente constamment. Toutefois, du fait de son influence, il est indéniable qu'il aura un rôle important à jouer à l'avenir.

Ne pas nourrir d'illusions sur les possibilités d'une rupture entre le BDP et le PKK

Le Premier ministre a plusieurs fois indiqué sa volonté de lutter contre le terrorisme en collaboration avec les parlementaires du BDP. Néanmoins il a mis une précondition à cette volonté en exigeant que le BDP cesse d'être inspiré, orienté, par un guide, en l'occurrence le chef de guerre historique du PKK, Abdullah Öcalan. Cette demande constitue intrinsèquement une impasse : si le BDP cesse de s'identifier avec le maquis, s'il rompt avec les monts Kandil ou avec Imrali³, les élus du BDP perdront leurs mandats lors des prochaines consultations électorales car ils perdront leur base populaire.

² Structure créée depuis plusieurs années par les partisans de Fethullah Gülen et qui se présente comme lieu d'échanges intellectuels et religieux.

³ Les monts Kandil, dans le Nord de l'Irak, abritent des bases du PKK et Imrali est l'île où se trouve emprisonné Abdullah Öcalan depuis 1999.

C'est justement le caractère et l'ampleur de cette base populaire que le gouvernement turc semble systématiquement ignorer. Il faut saisir que le PKK n'a pas de problème de recrutement et que la jeune génération qui arrive constitue une menace pour la sécurité de la Turquie. En effet, une partie des Kurdes est désormais intellectuellement et psychologiquement coupée du pays et ne se réfère plus à ce dernier. Ces Kurdes, souvent jeunes, ont été privés d'instruction publique et chaque famille dans le Sud-Est a plusieurs de ses membres partis au maquis ou arrêtés, torturés, tués. Il y a donc un problème gravissime que la Turquie se doit d'affronter, qui réside dans la vigueur de la base populaire et militante du mouvement kurde. En ignorant la culture, les intentions et les choix de cette base, il est impensable de mener une politique efficiente et constructive digne de ce nom.

Pour Kadri Gürsel, il est facile de vouloir réclamer et d'avancer des préconditions aux responsables politiques et aux députés kurdistes du parlement : « Tournez votre dos au PKK et vous serez acceptés comme interlocuteurs ». Seulement, pour eux, le risque « en tournant leur dos » serait de cesser d'exister politiquement et de rapidement se faire remplacer par d'autres responsables. Ce qui est indispensable, c'est de prendre en compte les trois dimensions suivantes :

- la base populaire ;
- le poids historique d'Abdullah Öcalan, fondateur du PKK, mais surtout *leader* qui a initialement conduit la révolte de paysans, ce qui est symboliquement et politiquement important ;
- les maquisards du PKK.

Si l'armée turque possède des nouvelles technologies lui fournissant les moyens de mener une guerre plus efficace, il n'en demeure pas moins que l'augmentation du nombre de combattants du PKK tués au combat rend plus compliquée la résolution de la question kurde.

On constate que l'âge moyen des maquisards est en train de baisser, nombre d'entre eux n'ont en effet que 16 ou 17 ans. Pour ces jeunes, on sait que la durée de (sur)vie moyenne au maquis n'est environ que de deux ans et leur sacrifice consenti devient de plus en plus le ferment d'une identité nationale kurde.

Enfin, *last but not least*, la question des femmes ne doit pas être sous-estimée. Récemment, l'armée turque a détruit une unité du PKK au cours de laquelle quinze femmes armées ont été tuées. L'enrôlement dans les rangs du PKK et la féminisation de ce dernier représente, dans le Sud-Est féodal, une forme d'émancipation féminine qui peut aller jusqu'au sacrifice ultime.

Pour ces quelques raisons, il est illusoire de penser qu'il pourrait y avoir une rupture entre le BDP et le PKK. Si le gouvernement pense qu'il peut contribuer à cristalliser un *Sinn Fein* kurde, il se trompe.

Quelle méthode utiliser ?

Le PKK a forgé une culture politique indépendantiste qui mythifie l'idéal singulièrement prégnant d'un Etat kurde pour lequel ses militants sont prêts à mourir. Selon Kadri Gürsel, il faut être particulièrement vigilant quant aux moyens utilisés pour la création d'une nouvelle relation durable et équitable entre la Turquie et sa région kurde, entre les Kurdes et les Turcs. La négociation avec le PPK n'est pas à l'ordre du jour, même s'il faudra probablement l'accepter tôt ou tard. Ainsi, gérer indéfiniment une telle situation est impossible car la Turquie n'est pas immunisée contre des risques d'amplification de l'emploi de la violence. On peut même au contraire considérer qu'elle est particulièrement vulnérable, d'autant que d'autres dynamiques régionales et globales vont de plus en plus peser sur elle. Le pays est donc condamné à trouver une solution pacifique et politique au défi kurde. Pour Kadri Gürsel, il est nécessaire de fonder une solution égalitaire, basée sur des intérêts communs, entre les Turcs et les Kurdes, entre la Turquie et sa région kurde. Il faut pouvoir discuter librement à tous les niveaux et de toutes les options. Il faut définir quelles sont les forces centripètes et les forces centrifuges et déterminer les facteurs qui permettent d'envisager la poursuite d'un « vivre ensemble ». En d'autres termes, trouver une justesse, une intelligence, éloignée de toute option nationaliste. Il devient impératif de restaurer un climat de confiance, car aujourd'hui, *a contrario*, la méfiance s'approfondit.

Il faudra ensuite se mettre d'accord sur les perspectives et élaborer une réponse à un niveau que l'on peut qualifier de politico-philosophique. Ce dernier élément, primordial à la résolution de la question kurde, manque dans les soi-disant pourparlers menés à travers les médias par l'Etat turc. Il est ainsi essentiel de discuter avec les nationalistes kurdes de leurs options : la création d'un Etat kurde indépendant, d'une fédération ou bien d'une autonomie de la région kurde. Il est aussi déterminant de peser les chances d'options durables et viables, de lever toutes les limitations sur les libertés d'opinion et d'expression en Turquie et de pouvoir mener une discussion tout azimut dans les médias. Dans l'immédiat, la réponse à la question kurde est de pouvoir en discuter librement.

Cependant, il persiste une forte méfiance entre les deux parties car, pour le gouvernement, le PKK n'a jamais cessé de posséder un agenda caché : l'indépendance. Il est d'ailleurs vrai que

l'option confédérale pourrait un jour mener à l'indépendance. Kadri Gürsel considère que cette option est illusoire puisqu'elle a historiquement tendance à avoir une faible durée de réalisation. Quant à la création d'une fédération, il faudrait qu'il y ait un élément catalyseur pour qu'elle se réalise, des intérêts communs très forts ainsi qu'un niveau de compromis équitable.

En revanche, la perpétuation de la situation actuelle et une éventuelle option militaire ne sont pas réalistes car elles risquent de mener, à court terme, à l'éclatement et à la division de la Turquie ou à des émeutes sociales et ethniques de grande ampleur dans les parties occidentale et orientale de la Turquie.

L'impact de la société civile, des fondations privées, des mécénats qui agissent sur le fait minoritaire

Le rôle de la société civile sur la résolution de la question kurde est un élément psychologique non négligeable, puisqu'elle peut jouer celui de facilitateur lorsque de véritables négociations entre les nationalistes kurdes et l'Etat turc se cristalliseront. Elle peut aussi contribuer à soulager les souffrances des Kurdes et créer des formes de compréhension et de relations entre les deux parties. Sur le plan intellectuel, la société civile possède un potentiel indéniable pour influencer les médias, l'Etat turc et le PKK. Elle peut contribuer à convaincre le PKK que la culture politique de la violence appartient au passé, que l'usage de la force et la militarisation de la question kurde doivent cesser. Si les Kurdes ont pu être victimes des formes de coercition de la république turque, cela ne doit pas empêcher de tenter de leur expliquer que le culte de l'emploi de la violence armée doit être abandonné. Le recours aux armes doit devenir illégitime, il faut l'extirper des têtes. Tant que cette question ne sera pas réglée, le mouvement nationaliste kurde maintiendra le recours à la guérilla en considérant qu'elle fait partie de son identité fondatrice. Toutefois il faut admettre que faire cesser la voix des armes ne peut s'envisager que dans le contexte d'une solution politique, c'est-à-dire non pas au début mais à la fin d'un processus de négociations.

Les paramètres liés aux situations syrienne et irakienne

Il n'y a pas de réponse évidente lorsque l'on évoque la possibilité d'une chute du régime syrien et les répercussions qui peuvent en découler sur la Turquie. En effet, dans aucune capitale du monde à ce jour n'existe de plan pour l'avenir de la Syrie. On se doit de constater

que Bachar Al Assad risque de se maintenir au pouvoir pour un moment, même s'il peut être considéré comme historiquement condamné. Une intervention militaire régionale, excluant une alliance des principales puissances mondiales, serait catastrophique et suicidaire. Aussi, dans le contexte syrien, la géographie s'impose : les Kurdes syriens vivent dans une région frontalière avec la Turquie et le Nord de l'Irak. Pour cette raison Kadri Gürsel est sceptique quant à la possibilité que les Kurdes syriens puissent devenir des acteurs politiques totalement indépendants. Plutôt que de manifester clairement leurs choix, ils attendent et ne veulent pas être instrumentalisés par la composante sunnite du CNS dont ils se méfient, ainsi bien sûr que de toutes les formes de nationalisme arabe. Ils ont parfaitement saisi que les victimes du régime baathiste en Syrie sont aussi des nationalistes et que ces derniers auraient, à peu de chose près, la même approche à l'égard de la question kurde s'ils venaient à prendre le pouvoir.

Dans le cas irakien, il est totalement illusoire de considérer que les investissements turcs de plusieurs milliards de dollars dans le Nord du pays puissent inciter les *peshmergas* de Massoud Barzani à prendre les armes contre le PKK. La Turquie ne possède pas un tel levier sur les Kurdes irakiens. Si la situation irakienne venait à se détériorer et si les chiïtes et/ou sunnites irakiens étaient amenés à prendre les armes pour exiger de recouvrer les droits nationaux souverains qu'ils considèrent avoir perdus sur la zone kurde irakienne, l'Etat turc ne pourrait fonder la moindre illusion sur l'hypothétique bénéfice qu'elle en tirerait. Pour Kadri Gürsel, la seule fenêtre d'opportunité pour que la Turquie puisse jouer un rôle de facilitateur après le retrait des troupes américaines d'Irak, ne peut se concrétiser qu'à la seule condition qu'elle-même fasse la paix avec ses propres Kurdes.

Selon Kadri Gürsel, si la Turquie pense pouvoir faire pression, de quelque manière que ce soit, sur les Kurdes d'Irak pour engager le combat contre les combattants du PKK, elle se trompe. Une telle politique risquerait de lui faire perdre sa légitimité dans la région et surtout son objectif de s'affirmer en tant qu'exemple. Le retour de la Turquie serait alors perçu comme une forme d'hégémonisme.

Pour sa part, si Massoud Barzani venait à s'affirmer comme un vecteur de lutte contre le PKK il mettrait inévitablement en cause sa propre légitimité auprès de sa base sociale. Ce paramètre n'est cependant pas contradictoire avec son objectif de contrôler les combattants du PKK qui se trouvent dans les monts Kandil et de limiter leur logistique militaire. D'autant que le PKK est le seul parti qui transcende les frontières, puisqu'il regroupe des militants syriens, iraniens et irakiens et qu'il dispose d'organisations satellites en Syrie et en Iran. Les dirigeants

nationalistes kurdes d'Irak tiennent compte de ce facteur qui est un important motif de coopération avec l'Etat turc.

Liste des participants

Bastien Alex
Chercheur, IRIS

Efthynis Aravatinos
Conseiller de presse, Ambassade de Grèce à Paris

Radka Balabanova
Premier secrétaire, Ambassade de Bulgarie à Paris

Marc-Antoine Baron
Chargé d'études, Centre d'études supérieures de la marine (CESM)

Daniel Baucy
Conseiller en islamologie et turcologie, Police fédérale belge

Jean-Marie Bellat
Adjoint Turquie-Balkans, Sous-direction des relations économiques bilatérales - Service des affaires bilatérales et de l'internationalisation des entreprises, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

Michel Blancher
Analyste, ministère de l'Intérieur

Ariane Bonzon
Journaliste, *Slate.fr*

Louis-Marie Bureau
Institut d'études politiques de Lille, co-Président du Club du Millénaire

Aurélie Carton
Journaliste, *Amnesty International*

Alain Chenal
Conseiller pour la Méditerranée et le Moyen-Orient, Fondation Jean-Jaurès

Lara Deger
Institut d'études politiques de Lille, co-Présidente du Club du Millénaire

Jean-Marie Demaldent
Professeur émérite de sciences politiques, Paris-Ouest Nanterre Université

Duygu Dogan
Master 2 Relations internationales, IRIS Sup'

Nur Dolay
Journaliste

Günhan Emre Ersoy
Conseiller, Ambassade de Turquie à Paris

Rémi Gauvain

Chargé de mission, Délégation aux Affaires stratégiques, ministère de la Défense

Defne Gürsoy

Journaliste

Uğur Hüküm

Journaliste, *RFI*

Ali Kazancıgil

Directeur de la revue *Anatoli*, politologue

Nathalie Kennedy

Rédactrice Turquie, ministère des Affaires étrangères et européennes

Erwan Laurent

Assistant de recherche, IRIS

Renaud Léon

Chargé de mission « Programmation », Maison de l'Europe de Paris

Victoire Mayor

Assistante de recherche, IRIS

Kenize Mourad

Ecrivain, journaliste

Demir Önger

Président, Centre culturel Anatolie

Charalambos Petinos

Conseiller de presse, Ambassade de Chypre à Paris

Eugen Rosca

Premier secrétaire, Ambassade de Roumanie à Paris

Marc Semo

Journaliste, *Libération*

Bernard Soulage

Vice-président délégué à l'Europe et aux relations internationales, Conseil régional Rhône-Alpes

Doğan Sumar

Membre du Comité France-Turquie

Füsün Tarhan

Économiste

Alican Tayla

Chercheur, IRIS

Reinhard Uhlig

Chargé de mission, Service des échanges internationaux et de la coopération décentralisée, ville de Montreuil

Denis Verret

Président, DV-Conseil

Dilek Yankaya

Doctorante, CERI-Sciences Po Paris